

Introduction : Les relations transatlantiques dans la période de l'après-guerre froide

Regards croisés franco-allemands et nord-américains

Paul Létourneau et Stephan Martens

Volume 40, numéro 2, 2009

Les relations transatlantiques dans la période de l'après-guerre froide

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/038273ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/038273ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Létourneau, P. & Martens, S. (2009). Introduction : Les relations transatlantiques dans la période de l'après-guerre froide : regards croisés franco-allemands et nord-américains. *Études internationales*, 40(2), 173–179. <https://doi.org/10.7202/038273ar>

Introduction

Les relations transatlantiques dans la période de l'après-guerre froide Regards croisés franco-allemands et nord-américains

Paul LÉTOURNEAU et Stephan MARTENS*

Quatre États majeurs de la scène internationale (États-Unis, Allemagne, France et Canada) – importants piliers de la relation transatlantique – ont connu dans les dernières années des changements profonds dans leur vie politique : arrivée au pouvoir en Allemagne, en octobre 2005, de la chrétienne-démocrate Angela Merkel, première femme à devenir chancelier ; au Canada, en février 2006, du premier ministre conservateur Stephen Harper ; à la présidence de la République française, en mai 2007, de Nicolas Sarkozy ; et, aux États-Unis, en janvier 2009, à la suite des élections remportées en novembre 2008, de Barack Obama, premier président noir. Ces quatre pays connaissent l'avènement d'une nouvelle génération de responsables politico-économiques qui n'a pas connu personnellement les enjeux de la guerre froide. De plus, les acteurs qui se sont opposés, en Europe, à la vision du monde de George W. Bush ont quitté la scène. Jacques Chirac en France et Gerhard Schröder en Allemagne ont laissé la place à des dirigeants ouvertement proaméricains. Il faut noter par ailleurs l'évolution de l'administration Bush, car, dès le début du second mandat, George W. Bush a tenté de rétablir le dialogue, les alliés européens n'étant plus considérés comme des empêcheurs de tourner en rond, mais, au contraire, comme des partenaires dont l'aide est d'autant plus appréciée qu'elle se révèle nécessaire, en Afghanistan notamment. S'il existe des divergences objectives (modèles de société) et des intérêts stratégiques et géoéconomiques différents, l'Europe et l'Amérique du Nord ont en commun un grand nombre de valeurs et sont liées par des interactions géoculturelles très denses – le Canada notamment est un pays allié et lié historiquement aux Européens en général, à la France et au Royaume-Uni en particulier – et doivent faire face aux mêmes menaces. Durant la guerre froide, l'Europe occidentale a été à la fois un atout stratégique mondial et un relais de puissance essentiel pour Washington. À l'inverse, les États-Unis ont protégé pendant des décennies cette Europe d'une éventuelle attaque soviétique.

* Respectivement professeur d'histoire de l'Allemagne contemporaine à l'Université de Montréal et professeur de civilisation allemande contemporaine à l'Université Michel de Montaigne de Bordeaux.

Il reste qu'après la chute du mur de Berlin et des régimes communistes, presque tout a été remis en question dans le système international, avec des conséquences sur les relations euro-américaines. D'abord, on assiste à un accroissement inédit de la puissance américaine qui ajoute ses effets au basculement radical de l'équilibre mondial résultant de la disparition de l'Union soviétique. Certes, à l'issue de la guerre du Golfe en 1991, le président George Bush parle d'un « nouvel ordre mondial » dans lequel la coopération entre l'Europe et les États-Unis permettrait de résoudre, de concert, les problèmes politiques et économiques dans le monde. Mais avec la disparition du bloc communiste l'Europe n'est plus le centre de la politique extérieure américaine. Le président Bill Clinton exprime d'ailleurs des réserves à l'égard du Vieux Continent et, tout en admettant l'importance cruciale de l'OTAN, il estime que l'Europe doit régler ses propres problèmes. Ni Washington ni les capitales européennes ne sont cependant préparées à faire face à l'exaspération des conflits ethniques en Europe du Sud-Est (guerre en Yougoslavie) et dans le Caucase, à la criminalité organisée et au terrorisme : si l'Europe continue à pousser son projet d'unification (traité de Maastricht en 1992), elle n'arrive pas encore à s'affirmer politiquement sur la scène internationale de manière crédible. En même temps, les États-Unis entendent se prémunir contre les aspirations émancipatrices de l'Union européenne (UE), car, libérée de la menace militaire, l'Europe peut souhaiter se détacher de la tutelle américaine et se positionner de façon plus autonome face à la superpuissance, voire s'affirmer comme un rival de la puissance américaine, en défendant de manière ferme ses intérêts économiques ou commerciaux (Andréani 2000). La politique de Washington à l'égard de la construction européenne connaît donc un point de rupture au cours des années 1990 même si la difficulté pour l'Europe reste, de manière constante, celle de son morcellement face aux États-Unis soudés par un patriotisme vigoureux. Les attentats terroristes du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center et le Pentagone bouleversent la donne et cautionnent les options stratégiques néoconservatrices de l'administration Bush qui décide de lancer une guerre contre le terrorisme international et, en mars 2003, d'envahir l'Irak. Les pays de la « vieille Europe » (principalement la France et l'Allemagne) – s'opposent à ceux de la « nouvelle Europe » (essentiellement les pays d'Europe centrale et orientale) qui soutiennent l'intervention américaine. Un tournant spectaculaire de la politique américaine à l'égard de l'EU se produit alors, car G.W. Bush est le premier président américain depuis la Seconde Guerre mondiale à prendre ouvertement ses distances avec l'Europe et à avancer la thèse que les États-Unis se passeraient de leurs alliés traditionnels si ceux-ci ne servaient pas les intérêts américains.

Aujourd'hui, la question de la réalité d'une « communauté transatlantique » se pose et la rhétorique, entre les deux rives de l'Atlantique, des « valeurs partagées » ne suffit plus à forger des alliances. Des observateurs se demandent même si le fossé entre l'Europe et l'Amérique n'a pas tendance à s'élargir, les divergences entre les deux continents étant de plus en plus profondes dans trois domaines au moins : la place de la religion dans la vie publique, le rôle de l'État-providence à l'ère de la mondialisation et l'attitude à l'égard de l'immigration

(Kopstein et Steinmo 2008). Le problème est que, jusqu'à la fin de la guerre froide, c'est la menace collective qui soudait le destin et la stratégie des alliés, alors que désormais c'est l'interprétation même de la menace et donc les options stratégiques possibles qui peuvent faire l'objet de désaccords. La fonction première de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) était de coupler de façon indivisible le destin et les forces armées d'Amérique du Nord et de l'Europe : c'est le principe même de cette intégration qui est devenu optionnel, selon les enjeux et les choix plus ou moins unilatéraux des États-Unis. Même si la dernière administration Bush a permis l'essor d'une série d'initiatives communes, la lecture des défis n'est pas la même concernant la nature et l'impact du phénomène de la mondialisation, le dialogue stratégique sur l'avenir de l'énergie pétrolière, la stratégie vis-à-vis de l'Asie, la politique de défense de l'environnement et l'avenir pour le monde arabo-musulman. Le lien transatlantique doit se fonder sur un renouveau des termes du dialogue, trop velléitaire.

Ce dossier analyse la valeur et la solidité du partenariat transatlantique face aux défis contemporains, trace un bilan depuis la fin de la guerre froide et, dans la mesure du possible, propose des perspectives quant à l'avenir de ce partenariat dans un contexte international en crise depuis les attentats du 11 septembre 2001 – tout en prenant en considération les changements de paradigmes dans les relations entre l'Europe et l'Amérique du Nord qui peuvent, en effet, transformer le sens de ce lien transatlantique. Il ne s'agit pas de dresser un bilan des problèmes ayant trait aux politiques de sécurité, à la mondialisation ou au développement durable d'un point de vue nord-américain et franco-allemand, mais de mener une analyse des perceptions et des représentations qu'ont ces importantes puissances du monde occidental du lien transatlantique et de son devenir par rapport à ces défis. Stephan Martens rappelle le poids des paramètres historico-politiques lorsqu'on aborde la question de la puissance et des valeurs au 21^e siècle de part et d'autre de l'Atlantique, et il met en relief la permanence de la complexité de ce débat. Si la suprématie des États-Unis est une donnée incontestable, Stéphane Paquin et Annie Chaloux posent cependant la question de savoir si elle n'est pas en train de décliner. À la lumière des relations transatlantiques, ils analysent plus spécifiquement les stratégies d'Ottawa vis-à-vis de Washington et observent qu'elle adopte – au sein des Nations Unies notamment – des positions communes avec les capitales européennes contre les États-Unis. Si les relations transatlantiques restent marquées par des réflexes politiques et des traditions historiques lourdes, elles ne se déclinent pas uniquement sous une forme politico-stratégique. Carl Bouchard évoque ainsi les origines et les caractéristiques d'une possible société civile transatlantique, en pointant les avancées et les blocages dans les quatre sphères civiles (commerce, consommation, monde du travail et environnement). En matière de politique de sécurité, Frédéric Mérand et Antoine Vandemoortele proposent une analyse du lien transatlantique d'un point de vue canadien – en s'appuyant notamment sur le cas de l'Afghanistan. Ils observent un glissement des dirigeants canadiens vers les thèses défendues par leurs homologues étasuniens et prônent un alignement de plus en plus ferme. Finalement, le destin des puissances européennes n'est-il

pas d'accepter une double ouverture euro-atlantique, à l'image de la Pologne ? Quels que soient les dirigeants américains au pouvoir, les Européens ne peuvent tourner le dos à Washington. La Pologne, comme l'explique Ingo Kolboom, est un véritable pont entre la « vieille » et la « nouvelle » Europe et symbolise ce dilemme qui n'est paradoxal qu'en apparence. Devant les incertitudes dans l'Est européen et les menaces dans le voisinage méridional de l'UE, le partenariat transatlantique restera pour longtemps un garant indispensable pour la stabilité du monde occidental dans son ensemble. Dans ce contexte, comment doit-on interpréter les nouvelles relations trilatérales entre Washington, Paris et Berlin ? Hans Stark rappelle que ce « triangle » a toujours été compliqué, l'Allemagne étant imprégnée d'une solidarité à toute épreuve vis-à-vis des États-Unis et la France adoptant régulièrement une position critique. Le climat est aujourd'hui plus favorable, les Américains devenant plus respectueux des règles du multilatéralisme et les Français affichant une préférence atlantiste. À cet égard, le retour de la France dans le système militaire intégré de l'OTAN marque-t-il également un revirement des dirigeants français en matière de politique de sécurité ? Dominique David étudie les enjeux et les perspectives de ce rapprochement en concluant que cette coopération entre Paris et l'OTAN est toujours restée étroite et qu'il ne s'agit donc pas d'une révolution dans la pensée stratégique ; tout au moins la France se normalise-t-elle « symboliquement ». Pour clore le dossier, Frédéric Cyr et Jean-François Juneau proposent une recherche bibliographique approfondie portant sur l'évolution des relations transatlantiques au cours de la dernière décennie.

Le dossier s'articule autour de trois problématiques principales. D'abord, que faut-il entendre par la « puissance » appliquée à l'Amérique et à l'Europe ? Les États-Unis, le Canada, la France et l'Allemagne, tous membres du G8, se situent parmi les pays les plus riches au monde en fonction de leur PIB. L'Allemagne est la première puissance économique en Europe, les États-Unis et la France possèdent chacun un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies et les États-Unis sont la première puissance militaire au monde. Mais chacun de ces pays entretient des relations changeantes avec la notion de « puissance », et la perception n'est pas du tout la même à Washington, à Ottawa, à Paris et à Berlin. Une question de fond se pose, à savoir comment l'Europe peut aujourd'hui se définir par rapport à ce que l'on appelle « l'hyperpuissance » étasunienne : entre une stratégie d'opposition vouée à l'échec et une attitude d'alignement qui scellerait la fin des ambitions de l'Europe à rester un acteur autonome, existe-t-il une solution européenne au problème de (l'utilisation unilatérale de) la puissance américaine ? Le questionnement est d'autant plus prégnant que la politique étrangère d'Ottawa s'inspire résolument du multilatéralisme. Si le Canada reste fortement influencé dans la conduite de sa politique étrangère par les États-Unis, il se distingue cependant de son puissant voisin en jouant doublement sur ses relations étroites avec lui et sur ses relations traditionnelles avec les Européens.

Ensuite, la relance de la coopération euro-américaine se déroule sur fond de crise de chaque côté des rives de l'Atlantique. Du côté américain, la crise est

globale dans la mesure où elle affecte tant l'image et la crédibilité du leadership des États-Unis dans le monde que la justesse et l'efficacité des choix stratégiques américains, après cinq années d'enlèvement en Irak. Du côté européen, ce n'est pas l'action extérieure de l'UE qui est mise à mal, mais la dynamique de sa politique extérieure, après l'échec du Traité constitutionnel européen, en 2005, et la remise en cause du traité de Lisbonne. Autrement dit, Européens et Américains célèbrent les vertus du partenariat, alors que leur puissance respective est à la baisse, leur introversion croissante et leur capacité commune d'influencer forcément amoindrie. L'administration américaine, depuis le début des années 2000, fustigeait le multilatéralisme comme le refuge des faibles et célébrait la solitude d'une Amérique présumée omnipotente. Elle a commencé, depuis, à redécouvrir les limites de sa puissance et donc les vertus d'une association plus structurée avec les Européens, alors que ceux-ci, divisés ou unis, n'ont jamais cessé de revendiquer, comme un principe de base de leur vision du monde, un partenariat plus équilibré avec l'Amérique. La question se pose donc de savoir si ce renouveau du partenariat est conçu, surtout aux États-Unis, comme une alliance de choix ou une alliance de nécessité, comme un projet politique commun et durable ou comme un épisode pragmatique et donc réversible – la question demeurant de la solidité à terme d'une relation euro-américaine construite sur le seul pragmatisme des États, sans adhésion profonde des citoyens eux-mêmes (Zaborowski 2006).

Enfin, à l'arrière-plan, il existe une contrainte lourde, qui réside surtout dans le fait qu'un système politique international est inexistant. D'une part, parce qu'il n'existe plus aucun consensus entre les acteurs internationaux eux-mêmes pour identifier les fondements majeurs de ce système : est-ce l'affrontement entre le terrorisme international et les démocraties mondialisées, est-ce l'ascension de la puissance chinoise qui structurent désormais les relations internationales ? Est-on à l'inverse revenu à un système politique mondial où seuls comptent les poids relatifs des États et leurs stratégies de puissance ? D'autre part, parce que les bases institutionnelles du système international sont simultanément fragilisées : qu'il s'agisse de l'ONU, de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), voire de l'OTAN, chacune des grandes organisations internationales postérieures à la Seconde Guerre mondiale connaît en effet un affaiblissement de sa valeur normative ou opérationnelle, alors que les nouveaux instruments possibles de gouvernance mondiale ne bénéficient pas d'une légitimité universelle, les États-Unis et la Chine ne reconnaissant ni le protocole de Kyoto ni le Tribunal pénal international. Cette absence de lisibilité du système international pèse sur les relations euro-américaines : c'est en effet l'interprétation même du monde, de ses enjeux stratégiques majeurs et de ses modes de gouvernance souhaitables qui peut devenir l'objet de divergences, voire de désaccords entre les deux partenaires. Les coopérations transatlantiques de l'après-Irak ont été nombreuses, mais elles sont restées jusqu'à maintenant aléatoires, parce que fondées sur des convergences ponctuelles, plus que sur une vision commune de ce qui devrait être le système international de demain.

Les motifs de tension entre les capitales européennes et Washington, de la guerre en Irak aux rivalités économiques en passant par les questions de défense de l'environnement, ne manquent pas. L'élection d'un nouveau président n'est-elle pas de nature à améliorer les relations transatlantiques après tant d'années de désaccord et d'incompréhension ? Des auteurs mettent en garde les Européens contre tout espoir d'un changement rapide. La politique néoconservatrice et unilatérale de G.W. Bush n'est pas un simple « accident » dans l'histoire de la diplomatie américaine, mais plutôt une forme prononcée de l'exceptionnalisme américain – de cette croyance en la mission d'étendre la démocratie et l'économie de marché par tous les moyens. La volonté de « démocratiser » le monde ne date pas d'hier ni de Bush, elle est consubstantielle à l'Amérique elle-même. « Après Bush c'est avant Bush », c'est un peu l'argument principal de Marcia Pally, spécialiste de l'histoire des cultures à New York, dans son dernier ouvrage (2008). B. Obama, plébiscité par le monde entier, a été élu d'abord en raison de la crise intérieure aux États-Unis et avec pour mandat de la régler. « Nul doute – écrit l'historien et essayiste français Nicolas Baverez – qu'en réconciliant l'Amérique avec elle-même, il ne contribue à la réconcilier avec le monde. Pour autant, la rupture sera sans doute moins nette dans la conduite de la politique extérieure que dans les affaires intérieures. B. Obama est certes un citoyen de la mondialisation, mais son mandat consiste à moderniser les États-Unis pour que le 21^e siècle reste largement, sinon exclusivement, américain » (Baverez 2008 : 12). Du fait même de la dégradation de l'image américaine dans le monde, le nouveau président sera forcément un défenseur acharné des intérêts des États-Unis et un partenaire exigeant pour les alliés de Washington, notamment pour l'Europe. Ceux qui attendent des États-Unis qu'ils se montrent plus souples et plus ouverts envers l'Europe (et le Canada) se berceront d'illusions, car tous les responsables américains, quels qu'ils soient, considèrent que le monde est devenu plus dangereux, que la sécurité est la question prioritaire, que l'unilatéralisme peut être nécessaire et que les Européens ne contribuent pas autant qu'ils le devraient à l'effort commun.

Si l'arrivée de B. Obama signale sûrement un changement de style du côté américain, elle risque autant de mettre l'UE face à ses responsabilités. Une administration Obama risque de décevoir certaines attentes européennes, même si sa bonne volonté devrait générer des réactions positives. Si le nouveau président s'est engagé à consulter les alliés sur les grands dossiers internationaux plus souvent que ne l'a fait G.W. Bush, dans le même temps il a prévenu qu'il attendait des Européens plus de coopération, notamment sur l'Afghanistan. C'est aux Européens donc d'avancer des propositions en faveur d'un atlantisme équilibré et pour redynamiser le lien transatlantique. Dans un discours prononcé à l'Université Harvard, le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier (2008), appelait déjà de ses vœux un renouveau du partenariat entre l'Europe et les États-Unis pour relever les défis qui se présentent à l'aube du 21^e siècle. En réponse au terrorisme, à la raréfaction des ressources, aux effets de la mondialisation, à la montée en puissance de l'Asie, à l'islam fondamentaliste, les deux rives de l'Atlantique doivent élaborer un agenda élargi. L'homologue

français de Steinmeier, Bernard Kouchner, dans un discours prononcé le 12 novembre 2008 à la Brookings Institution (2008), a présenté une boîte à outils que l'UE souhaite proposer à l'administration Obama dans le cadre d'un nouveau partenariat transatlantique, l'Europe et l'Amérique devant « réinventer un multilatéralisme efficace ».

Paul LÉTOURNEAU
 Département d'histoire
 Université de Montréal
 C.P. 6128 succ. Centre-ville
 Montréal (Québec) H3C 3J7

Stephan MARTENS
 Université Michel de Montaigne / Bordeaux 3
 UFR d'études germaniques
 Domaine universitaire
 F 33607 Pessac Cedex
 France

Bibliographie

- ANDRÉANI Jacques, 2000, *L'Amérique et nous*, Paris, Odile Jacob.
- BAVEREZ Nicolas, 2008, « Le plus difficile commence pour le président Obama », *Le Figaro*, 5 novembre.
- KOPSTEIN Jeffrey et Sven STEINMO (dir.), 2008, *Growing Apart ? America and Europe in the Twenty-First Century*, Cambridge, Cambridge University Press.
- KOUCHNER Bernard, 2008, *US-Europe Relation. Toolbox for a New Era*, Washington, DC, Discours prononcé le 12 novembre.
- PALLY Marcia, 2008, *Warnung vor dem Freunde. Tradition und Zukunft US-amerikanische Außenpolitik*, Berlin, Pathos.
- STEINMEIER Frank-Walter, 2008, *A New Transatlantic Agenda in a Changing World*, Cambridge, MA, Harvard University, Discours prononcé le 12 avril.
- ZABOROWSKI Marcin (dir.), 2006, *Friends Again ? EU-US Relations after the Crisis. Transatlantic Book 2006*, Paris, European Institute for Security Studies.